

# Balance commerciale : ces clients qui manquent de tout

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1982)

Heft 631

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012972>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Aider la Suisse via le tiers monde

tement de l'économie publique: intérêt bien compris des deux parties, tout le monde en profite, l'emploi chez nous et le développement chez eux, etc. Tout est bien qui crédite bien.

Mais les tenants de cette vision strictement économiciste des choses ne s'en tiennent pas aux «cré-

aits mixtes» et autres mesures de politique économique et commerciale formellement proposées. Pour l'avenir, ils préconisent une «participation de la Suisse à des mesures internationales d'aide économique». Voilà un libellé bien fait pour rassurer son monde. En fait, la Confédération pourrait ainsi contribuer à des opérations d'assainissement en faveur de pays lourdement endettés (100 millions en trois ans), et surtout accorder jusqu'à concurrence de 400 millions de francs au total des garanties de capital et d'intérêt pour des crédits ouverts à des pays tiers par des créanciers suisses,

en règle générale pour des livraisons de biens et de services d'origine suisse.

Ce nouvel instrument de financement, dont l'idée a été écartée par le Conseil fédéral à fin novembre dernier mais nullement classée par l'office de M. Jolles, reviendrait en clair à limiter les derniers risques à l'exportation, transférés à l'Etat et derechef «socialisés» comme de vulgaires pertes. Il y a dans ce projet un avant-goût de non-risque, au reste parfaitement incompatible avec l'idéologie du «moins d'Etat» dont se réclament ses promoteurs. A cet égard, les banques ont fait preuve d'une plus

### BALANCE COMMERCIALE

## Ces clients qui manquent de tout

Un petit rappel: risques ou pas risques, la Suisse, d'une manière générale, tire profit de ses relations commerciales avec les pays dits «en développement». Le constat est aujourd'hui connu, presque accepté. Alors qu'il a longtemps été brouillé par des refrains prétendus humanitaires, dissimulé comme une maladie commerciale honteuse (devoir une partie de la fameuse prospérité helvétique à des bénéfices pris dans des pays où les populations manquent de l'essentiel!).

Un bilan officiel chiffré? Voyez par exemple le «message» du Conseil fédéral (février 1981) sur «des mesures commerciales et des mesures relatives aux produits de base dans le cadre de la coopération au développement». Nous citons (page 8): «Au simple examen de la statistique commerciale de notre pays, une constatation saute aux yeux: l'interdépendance étroite entre l'économie suisse et celle des pays en développement. Les chiffres suivants illustrent cette remarque: en 1980, ces Etats ont absorbé 21,9% de nos exportations, tandis que 9,5% de nos importations provenaient de ces

pays.» Le profit? En 1980, l'excédent de notre balance commerciale avec les pays en développement s'élevait à 4,8 milliards de francs, soit 45% de la valeur de nos exportations totales vers ces pays. On aura beau dire que «les exigences que le consommateur suisse pose quant à la qualité des produits entravent notablement la pénétration des pays en développement sur notre marché»; on aura beau préciser que nos importations en provenance de ces pays seraient plus considérables si on tenait compte des «marchandises importées indirectement dans notre pays» (produits semi-finis, fabriqués dans des pays voisins, et contenant sou-

vent des matières premières achetées aux pays en développement). On aura beau dire et préciser... l'excédent est là, qui contribue à alimenter l'aisance de la Suisse, vouée à l'exportation, vu l'exiguïté de son marché intérieur.

Encore quelques détails, plus récents. De 1980 à 1981, la part des importations en provenance des pays en développement, OPEP compris, est restée stable, tandis que les exportations vers ces pays-là ont augmenté, hausse sensible due principalement à des ventes accrues aux membres de l'OPEP. Tableau récapitulatif:

— parts aux importations suisses des pays en développement et des pays de l'OPEP:

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pays en voie de développement	9,8%	10,3%	8,4%	8,4%	9,5%	9,4%
dont pays de l'OPEP	3,2%	3,2%	2,3%	2,7%	3,6%	3,6%

— parts aux exportations suisses des pays en développement et des pays de l'OPEP:

	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pays en voie de développement	21,3%	22,8%	23,0%	21,5%	21,3%	22,2%
dont pays de l'OPEP	7,8%	8,7%	8,2%	6,4%	7,1%	8,0%